

L'année 1956 et François Fejtő

L'étude présentée dans le cadre de la manifestation scientifique « Le passager du siècle » prend en compte les jugements formulés à l'époque par François Fejtő, depuis son observatoire parisien à l'agence France Presse et réinterprétés plus tard pendant la période de guerre froide.¹ Elle propose une confrontation de ces analyses et de celles qui ont marqué l'historiographie de la question dans le débat intellectuel postérieur à la chute du mur, débat enrichi par l'accès à de nouvelles archives.

Parmi les travaux importants soulignons tout l'intérêt de la thèse de Gusztáv Kecskés sur *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*. Son auteur a rencontré à de nombreuses reprises François Fejtő et a consulté également les sources documentaires de l'Agence France Presse à Paris.²

Nous envisagerons successivement les thèmes suivants : en premier lieu François Fejtő analyse des origines et des prémices de l'insurrection hongroise, puis face à l'insurrection, François Fejtő : un journaliste engagé, enfin les limites d'un magistère d'influence.

I – François Fejtő, l'analyste des origines et des prémices de l'insurrection hongroise. Regards croisés Paris, Budapest

1) *Les origines de l'insurrection hongroise : la désagrégation du système totalitaire*

La signification historique de l'insurrection hongroise, écrit François Fejtő, résidait dans le fait qu'elle a démontré de manière spectaculaire, l'impopularité profonde des régimes populaires imposés aux pays de l'Est à la suite du partage de Yalta.

¹ François Fejtő, *La tragédie hongroise*, Paris Horay, 1956, *Budapest 1956*, Paris Julliard, Coll. Archives, 1966 ; *Mémoires de Budapest à Paris*, Paris Calman Levy, 1986.

² Gusztáv Kecskés, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Publication de l'Institut hongrois de Paris, 2005.

C'est à partir du procès Rajk que François Fejtő (exilé à Paris depuis 1938 après sa condamnation comme opposant à la politique gouvernementale hongroise trop favorable à l'Allemagne) prend position, avec fermeté, pour défendre l'ancien secrétaire général du Front populaire pour l'indépendance. Directeur du Bureau de Presse auprès de la légation de Hongrie en France, Fejtő est contraint de quitter ce Bureau mais entre à l'Agence France Presse comme commentateur des événements des pays de l'Est.³

Il écrit alors un article pour la revue *Esprit* à la demande d'Emmanuel Mounier qui préparait un numéro spécial sur la crise des démocraties populaires sous le titre « L'Affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » cet article devait susciter beaucoup d'intérêt et de remous dans plusieurs cercles intellectuels ou certains communistes n'hésitaient pas à qualifier Fejtő d'espion à la solde des intérêts impérialistes.⁴

2) *Un contexte international défavorable*

▲ *L'attitude de l'URSS a évolué au cours de la période*

Dans un premier temps la direction soviétique donne le sentiment qu'elle ne cherche pas l'affrontement systématique ; son attitude en Pologne montre qu'elle peut « lâcher du lest ».

En Hongrie, un bon connaisseur des réalités hongroises Mikoyan est dépêché à Budapest. Les Hongrois souhaiteraient le retour d'Imre Nagy, ancien ministre, mais la direction soviétique refuse et nomme Geró au poste de secrétaire général. Le mouvement d'opposition ne désarme pas.

Si pendant la *première phase de l'insurrection* l'URSS refuse une intervention de l'Armée Rouge et si elle accepte finalement de négocier le retour d'Imre Nagy, le 27 octobre, faut-il interpréter cette attitude plutôt conciliante à la lumière des contraintes qui pèsent sur l'URSS en raison du développement de la crise de Suez ?⁵

▲ *La question du lien entre la crise au Moyen Orient et l'insurrection hongroise* a été présentée par l'historiographie hongroise de la période kádárisme sous un autre aspect.

³ *Mémoires de Budapest à Paris, op. cit.*, 210-212.

⁴ Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit 1930-1950*, Paris Seuil, 1975.

⁵ Georges-Henri Soutou, *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris Fayard, 2001, 318

Selon la thèse « kadariste » l'éclatement de la « contre-révolution hongroise » aurait été préméditée par les franco-britanniques pour créer une situation de tension dans cette partie de l'Europe entravant la liberté d'action de la direction soviétique au moment où l'Égypte de Nasser avait besoin du concours de Moscou pour dissuader les Occidentaux de continuer le conflit de Suez.⁶

Dans l'ouvrage qu'il devait consacrer à *Budapest 1956*, François Fejtő fait un véritable travail d'historien pour cette étude de la Collection Archives chez Julliard. Parmi les sources consultées par l'auteur figure une enquête menée par le Comité spécial de l'ONU sur la Hongrie. Ce comité fut créé dès janvier 1957 à la suite du débat à la 11^e session de l'Assemblée générale de novembre 1956 à l'ONU. L'intérêt de cette enquête est qu'elle établit clairement à la suite de cent onze témoignages les origines politiques et intellectuelles du mouvement de l'automne 1956 en Hongrie.

Selon ces sources, confirmées par d'autres documents, la portée du XX^e congrès du PCUS et la divulgation du « rapport secret » de Krouchtchev dénonçaient de nombreux abus du stalinisme.⁷

Par ailleurs, en Pologne la mort de Bierut, qui survient pendant le Congrès, ouvre une nouvelle période marquée par l'action d'Edouard Ochab, partisan d'un réformisme prudent. La réhabilitation de Gomulka, dès juillet 1956, est observée en Hongrie. L'annonce d'une nouvelle voie, celle de la démocratisation, est confirmée en octobre 1956.⁸

Les réformistes hongrois et les révisionnistes de l'Union des Écrivains du Cercle Petöfi, réclament ce que la Pologne a obtenu : « Le rejet définitif du stalinisme, le retrait des troupes soviétiques, la démocratisation, la remise en ordre de l'économie, l'indépendance, tout cela dans le cadre socialiste. Cependant, s'il y a une réelle effervescence, François Fejtő note que la radicalisation de l'opposition ne permettait pas encore de parler d'une véritable insurrection.⁹

Cependant, les auteurs hongrois qui ont scruté plus tard les documents d'archives contredisent cette thèse.

Sur ce sujet Csaba Bekès est formel. Comparant les archives disponibles à Budapest et les documents britanniques, français et israéliens, contemporains de la crise de Suez, il établit l'autonomie des deux crises. Il ne trouve pas la trace d'une quelconque intervention des acteurs de la crise de Suez en vue de peser sur l'évolution de la situation interne en Hongrie. Il montre aussi que le calendrier de

⁶ Cité par Gusztáv Keeskès dans *La diplomatie française, op. cit.*, 18

⁷ Archives des Nations Unies. Série nations Unies et Organisations internationales. Secrétariat des Conférences. Carton 242. Ces archives ont été consultées par G. Keeskès.

⁸ François Fejtő, *Budapest 1956, op. cit.*, 31-34

⁹ *Idem, ibidem*, 35.

l'attaque contre l'Égypte obéit à une autre logique et fut arrêté indépendamment de l'évolution de la situation à Budapest.

Si les diplomates français furent informés précocement de l'évolution de la situation hongroise (nous le verrons plus loin) et si cette pression fut abordée à Paris lors d'une discussion confidentielle à Sèvres, ce facteur n'a pas eu une importance décisive sur la date du déclenchement des opérations de Suez.¹⁰

A l'Agence France Presse où travaillait François Fejtő, on disposait aussi de ces informations, mais on s'interrogeait sur l'action de « Free Europe ».¹¹

Selon Catherine Horel, auteur d'un ouvrage récent, *Cette Europe qu'on dit centrale*, « des voix discordantes très anticommunistes se font entendre par l'intermédiaire de *Radio Free Europe* et en la personne du Cardinal Mindszenty, à peine sorti de sa résidence surveillée.¹²

Il est certain que le retour des prisonniers et victimes des procès truqués joue un rôle important. Dans le même sens les funérailles officielles de Iászlo Rajk, le 6 octobre 1956, mobilisent les opposants et témoignent de l'importance de la désagrégation de ce régime totalitaire « pour reprendre une formule de François Fejtő ».

II – Face à l'insurrection, François Fejtő, journaliste engagé : un combat pour la vérité sur « la tragédie hongroise », la portée et les limites de son action

Très tôt, après les événements dramatiques de Hongrie, à l'automne 1956, quelques questions ont surgi. Elles portent sur plusieurs sujets importants.

Tout d'abord quelle fut la *qualité de l'information* dont ont pu disposer à l'époque, les responsables de la diplomatie française et les responsables politiques sous le gouvernement Guy Mollet ? Parmi les divers informateurs, quel fut le rôle propre des journalistes qui suivaient le dossier, quelle fut leur audience ?

Comment apprécier la *transmission* des informations et leur *réception*, notamment dans les sphères parlementaires et au sein de l'opinion publique ?

¹⁰ Csaba Békés *Az 1956 – os magyar forradalom a világpolitikában* [La révolution hongroise de 1956 dans la politique mondiale]. Institut de 1956-1996, 32.

¹¹ François Fejtő, *Le passager du siècle*, op. cit., 244-246.

¹² Catherine Horel, *Cette Europe qu'on dit centrale*, Paris Beauchesne, 2009, 139. Elle souligne l'importance de « la désagrégation de ce régime totalitaire » pour reprendre une formule de François Fejtő. Nous reviendrons plus loin sur le rôle de Free Europe.

Dans le vaste débat qui s'ouvre en France, après l'intervention soviétique, quelles furent les initiatives propres de François Fejtő et son action à travers les medias et les diverses tribunes où s'exprimaient les intellectuels ? Quels liens existaient avec les réseaux d'information à l'étranger ?

Comment interpréter enfin la modestie des *actions* menées en France et dans le « camp occidental » ? Pourquoi l'assistance à la Hongrie et aux Hongrois s'est-elle limitée à des actions ponctuelles ? Comment François Fejtő lui-même a-t-il analysé ces faiblesses, pendant la période de guerre froide et plus tard après la chute du Mur, à la lumière de quelques données nouvelles ?

1) *La qualité de l'information et le travail des informateurs pendant la crise hongroise*

Les travaux concernant ce sujet sont aujourd'hui très diversifiés.

Nous évoquerons d'abord les études plus anciennes qui ont été réalisées, de l'époque contemporaine des événements à la riche époque des dernières années de guerre froide.

Parmi les informateurs les plus précieux, Guy Turbet-Deloff, attaché culturel et directeur de l'Institut français à Budapest, entre 1947 et 1958, effectuera un voyage à Vienne (via Győr) du 30 octobre au 1^{er} novembre, en se présentant comme un journaliste français. Dans son *Journal* il enregistre de très nombreuses informations dont la plupart, après transmission à Jean Paul-Boncour, sont parvenues à Paris.¹³

D'autres informations furent rassemblées grâce aux ambassades de Londres et de Washington. Deux autres diplomates, Bernard Cornut Gentille, chef de la représentation permanente à l'ONU et Alexandre Parodi, représentant par moment de la France à l'OTAN, jouèrent un rôle essentiel, négociant en permanence pour obtenir des informations crédibles et faire passer des messages. Par ailleurs, Jean-Marie Soutou, ministre conseiller de l'ambassade de France à Moscou, s'efforçait d'obtenir des informations sur les intentions soviétiques.

Selon le témoignage de Jean-Marie Merillon, le Secretariat général du Quai d'Orsay et le Cabinet de Christian Pineau, suivaient de très près les renseignements donnés par les agences dont l'AFP. Ce témoignage est recoupé par plusieurs interviews de François Fejtő et par ses écrits.¹⁴

¹³ Guy Turbet-Deloff. *La Révolution hongroise. Journal d'un témoin* préfacé par François Fejtő. Paris Institut Français 1995

¹⁴ Gusáv Kecksés. *La diplomatie hongroise, op. cit.*, 83. interview de François Fejtő par l'auteur en mars 1998.

▲ *Le rôle de François Fejtő et celui des informateurs spécialisés*

François Fejtő a expliqué, lors d'un entretien à Paris, qu'il y avait une étroite coopération entre le ministère des Affaires étrangères français et l'agence France-Presse dont les correspondants à Budapest envoyèrent une masse de télégrammes sur les événements révolutionnaires hongrois.¹⁵

Les envoyés spéciaux français à Budapest et les reporters accrédités s'informaient, photographiaient pour les actualités françaises au cinéma et pour la presse (notamment pour Paris Match). Parmi ces envoyés spéciaux, citons Thomas Schreiber, envoyé spécial du Monde et de R.T.F.. D'origine hongrois, maîtrisant parfaitement la langue, il a pu fournir des indications très récentes à Jean Paul-Boneau, lors de ses déplacements en Hongrie, depuis la légation de France. Ses informations purent être recoupées par ceux de l'ambassade de France à Vienne qui disposait aussi d'informateurs en Hongrie.¹⁶

▲ *Les informations sur la première phase du mouvement (25 octobre – 2 novembre 1956)*

Dans ses récits les plus anciens, François Fejtő, de son observatoire de l'AFP, montre bien les caractères spécifiques du mouvement et les origines du dramatique malentendu entre les manifestants convaincus d'obtenir les mêmes concessions que les Polonais et l'attitude adoptée par le Comité Central du parti communiste hongrois.

Pour cette première période c'est autour des réelles intentions d'Imre Nagy que dès l'époque les observateurs s'interrogent.

Appelé à former un nouveau gouvernement le 27 octobre, Nagy laisse entendre que l'Union soviétique est disposée à retirer ses troupes de Hongrie.

C'est autour des réelles intentions d'Imre Nagy que va porter la discussion principale dès l'époque, puis immédiatement après les événements.¹⁷ Les informations communiquées par le ministre de France à Budapest, font apparaître beaucoup de scepticisme. La prudence restait de rigueur au Quai d'Orsay. « Nagy aurait annoncé la fin du parti unique et la tenue d'élections libres... mais le sort des

¹⁵ Témoignage de François Fejtő à Paris (avril 2003).

¹⁶ Thomas Schreiber, *La Hongrie de 1918 à 1958. Etat des travaux et annexes documentaires*, Paris FNSP 1958, 35. Voir aussi Fonds du Quai d'Orsay AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 1992.

¹⁷ François Fejtő, *Budapest 1956*, 149-150.

manifestants dépendait grandement de l'attitude des troupes soviétiques ». Les regards étaient désormais tournés vers les instances internationales.¹⁸

C'est l'ONU qui devait se saisir du dossier et qui avait mis à l'ordre du jour la question hongroise à sa réunion du Conseil de sécurité du 28 octobre. Cette séance fut présidée par Bernard Cornut-Gentille représentant français à l'ONU. La motion proposée par la France rappelait à l'URSS le principe de non ingérence et incitait Moscou « à cesser immédiatement toute ingérence dans les affaires intérieures de la Hongrie ». Cette prise de position intervenait en fonction de directives gouvernementales françaises et de l'action personnelle de Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères et de son cabinet. Cependant, si cette position française fut rappelée dans le débat, aucun projet de résolution ne fut proposé par les représentants européens occidentaux.¹⁹

Il faut rappeler ici qu'à cette qu'à ce moment-là, Français et Britanniques avaient les yeux tournés vers le Moyen Orient à la veille de l'expédition de Suez.

François Fejtő rappelle que le Président Eisenhower, qui n'était pas impliqué dans l'Affaire de Suez à cette époque, avait fait une déclaration déplorant l'intervention soviétique et affirmant le 25 octobre à New York, siège de l'ONU, que l'Amérique est de tout cœur avec le peuple de Hongrie.²⁰ Il rappelait également le rôle de Radio Europe libre (Free Europe). « Tous les journalistes et observateurs étrangers ayant eu des contacts avec les insurgés étaient frappés par les espoirs que ces derniers avaient placés dans une aide morale sinon matérielle immédiate de l'Occident ».²¹

▲ *La deuxième phase du mouvement. La répression soviétique et l'abstention occidentale, la vision critique de François Fejtő*

Cette deuxième face commence par le retrait des forces soviétiques de Budapest, c'est donc l'espoir mais elle s'achève par la répression dans le sang et les larmes.

Alors qu'un retrait des troupes était annoncé et partiellement organisé du 28 au 30 octobre quelques jours plus tard la Hongrie était envahie à nouveau. Le 3 novembre 1956, la capitale hongroise était entièrement encerclée par les forces soviétiques.

¹⁸ AMAE, Europe 1944-60, Hongrie, dossier 92

¹⁹ Nations Unies, Conseil de Sécurité Documents Officiels 710 759^e séance, New York, 1956-58. AMAE, Nations Unies et Organisations internationales, carton 242.

²⁰ François Fejtő, *Budapest. L'insurrection. op. cit.*, 103. Il note cependant que cette déclaration ne se traduit pas non plus par une résolution car le délégué soviétique Sobolev s'opposa à l'inscription de la question à l'ordre du jour

²¹ *Idem. ibidem.*, 100-102. Voir aussi témoignages recueillis à l'Institut de 1956. Travaux de Csaba Békés

Selon François Fejtő : « Des centaines de chars d'assaut soviétique se dirigeaient vers la capitale. Minutieusement préparée, la seconde intervention soviétique fut autrement plus efficace que la première. Mais la résistance hongroise fut acharnée et les troupes soviétiques ont enregistré de lourdes pertes ».²²

C'est selon ses *Mémoires*, dans la nuit du 3 au 4 novembre, que Fejtő averti par le rédacteur d'une agence hongroise, décide de s'engager dans le combat pour faire connaître la vérité, car très tôt, plusieurs interprétations s'opposent la presse communiste française laissant entendre qu'il s'agit d'une contre révolution fasciste alors que les milieux conservateurs français dénoncent la brutalité soviétique.

Pour François Fejtő il importait avant tout d'obtenir les bonnes informations et de les diffuser.

2) François Fejtő journaliste engagé : son combat pour la diffusion de l'information et son action auprès des intellectuels français

Les *Mémoires* de François Fejtő et ses écrits auxquels s'ajoutent de nombreux témoignages rendent bien compte de ce que fut son « combat de plume » selon sa propre formule.²³

Les recherches récentes, dont celles de Gusztav Kecskés et celles d'une autre historienne Florence Grandsenne mettent bien en valeur le rôle spécifique du journaliste de l'AFP.²⁴

François Fejtő aurait souhaité revenir en Hongrie pour couvrir l'évènement et répondre à une invitation du Penclub hongrois mais la direction de l'Agence France Presse estimait que la déstabilisation croissante en Europe centrale exigeait sa présence à Paris.

Dans ses *Mémoires* il rappelle qu'il prépara, outre ses commentaires pour l'AFP (rédigés sur la base de dépêches et de coups de téléphone reçus de Budapest) une chronique de l'insurrection pour *France Observateur* et, à la demande des éditions Horay un livre sur *la tragédie hongroise*.²⁵

²² François Fejtő, *Mémoires*, op. cit., 243.

²³ *Idem. ibidem*, p. 250. Voir aussi François Fejtő *Le passager du siècle*, écrit en collaboration avec Maurizio Serra, Paris, Hachette, 1999, 246-252.

²⁴ Florence Grandsenne « Les intellectuels français face aux crises du communisme en Europe du Centre. Perception et interprétation des mouvements et de leurs répression. Thèse de doctorat IEP, 1998, vol. 1, Budapest, 1956.

²⁵ François Fejtő, *La tragédie hongroise*, éditions Pierre Horay, 1^{er} éd 1958, 2^e éd. 1998.

Il précise ainsi le sens de son engagement : « Je m'identifiai à la cause hongroise comme sept années plus tôt, je m'étais identifié aux victimes du procès de Budapest, le sentiment de défendre une juste cause me donnaient des ailes ». ²⁶

L'auteur de *la tragédie hongroise* voulait convaincre l'intelligentsia française dont la majorité appartenait à la gauche que c'était un combat pour les libertés. Il évoque sa participation devant le Congrès annuel de la revue *Esprit* et se souvient « d'une salle comble profondément émue ». ²⁷

Mais la démarche la plus importante fut celle en direction de Jean-Paul Sartre.

Il est important de souligner que ce dernier accepta de rédiger une lettre-préface à la première page du livre *La Tragédie hongroise*. Elle sera bien publiée au moment de la parution du livre en 1958. Pour obtenir cette précieuse lettre Fejtő avait invité Sartre à l'occasion du passage à Paris à l'Agence France Presse du correspondant polonais à Budapest de la *Trybuna Ludu* (organe du PC polonais) non suspect d'antisoviétisme. Or, selon Simone de Beauvoir « l'affaire de Budapest provoqua le trouble chez son compagnon et en général dans les milieux intellectuels de gauche ». ²⁸

Cependant l'attitude des intellectuels compagnons de route du PC restera, nous le verrons, très ambiguë.

En revanche, Camus apportera un soutien sans réserve : « Nous nous sommes rencontrés à l'époque et même après, notamment aux réunions du Congrès pour la liberté de la culture auxquelles il participait régulièrement ». Selon Fejtő : « Camus s'occupait également de nombreux intellectuels hongrois qui avaient trouvé asile en France mais dont le sort restait précaire ». ²⁹

Dans plusieurs écrits Fejtő rend hommage à un intellectuel d'une autre mouvance qui fut selon lui « l'analyse la plus intelligente, à la fois objective et passionnée, du drame hongrois... Raymond Aron. Jean-François Sirinelli, auteur de l'importante étude sur « Deux intellectuels dans le siècle Sartre et Aron, après avoir rappelé l'impact, pour les deux hommes, du rapport secret de Khrouchtchev au XX^e Congrès note la position de Sartre signataire de la pétition publiée dans *France Observateur* contre l'intervention soviétique » et signale que pour la première fois les deux hommes « semblaient se placer dans le même camp ». ³⁰

²⁶ *Idem*, *Mémoires*, 244-245

²⁷ Michel Winock, Jacques Julliard (dir) *Dictionnaires des intellectuels français*. Paris, Seuil, 1999. 448-449.

²⁸ François Fejtő, *Mémoires*, *op. cit.*, 246.

²⁹ François Fejtő et Serra, *Le passager du siècle*, *op. cit.*, 246.

³⁰ Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*. Paris, Fayard, 1995. 312-313. Voir aussi F. Fejtő, *Mémoires*, 248. Fejtő rend aussi hommage à Sperber

Mais l'engagement d'Aron va plus loin, le professeur à la Sorbonne signe en effet une autre pétition, celle du *Congrès pour la liberté de la Culture*, publiée à chaud dès le 5 novembre 1956 où les signataires « conjuraient les Nations Unies de prendre les mesures d'urgence pour sauvegarder la liberté et l'indépendance du peuple hongrois et assurer la protection de ce peuple héroïque devant la répression brutale et la terreur des années soviétiques. » La présidence du Congrès était assurée conjointement par Karl Jaspers, Salvador de Madariaga, Jacques Maritain et Bertrand Russell. Raymond Aron se retrouvait dans cette pétition aux côtés de Denis de Rougemont, David Rousset et Manès Sperber. Fejtő avait donc joué un rôle dans la mobilisation des intellectuels mais pour quels résultats ?

III – Les limites d'un magistère d'influence et les contraintes internationales

1) *Les contraintes internationales. La diplomatie entravée*

Bernard Cornut-Gentille, le représentant de la France à l'ONU avait l'espoir d'attirer l'attention de l'Assemblée Générale réunie en session extraordinaire pour évoquer la question hongrois après l'intervention soviétique.

Cependant la situation internationale était modifiée depuis l'attaque de l'Égypte par Israël le 29 octobre, suivie par une intervention franco-britannique les premiers jours de novembre.

Le Conseil de sécurité de l'ONU décidait une réunion extraordinaire et exigeait un cessez-le-feu. Dès le 6 novembre le gouvernement britannique demandait à Guy Mollet de renoncer à l'opération de Suez. Les soviétiques avaient en effet exercé une forte pression, puisque dès le 5 novembre Boulganine menaçait la France et la Grande Bretagne d'utiliser l'arme atomique, les États-Unis se désolidarisant de leurs partenaires européens.³¹

Devant l'Assemblée Générale de l'ONU, Louis de Guiringaud, chef adjoint de la délégation française à l'ONU, condamna sévèrement l'Union soviétique et souligna la responsabilité future des Nations Unies dans le dénouement de la crise hongrois en suivant les instructions de Christian Pineau.³²

Cependant aucune sanction n'était envisagée. La France apparaît bien en retrait dans la crise internationale, sa diplomatie paraît « entravée ».

³¹ Maurice Vaisse, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 10^e édition, 2005, 55.

³² Voir notre contribution, Elisabeth du Réau, *Les socialistes français, l'Europe et la Hongrie 1956-1957* in : *La Hongrie dans le champ de forces des puissances* in Publications de l'Université de Pécs University Press, 2000.

2) *L'action sur le plan national et les limites de la mobilisation en faveur de la Hongrie*

Le témoignage du Chef de cabinet de Guy Mollet, André Chandernagor, confirme d'autres investigations effectuées à l'Assemblée Nationale française.

Dès le 25 octobre 1956 le gouvernement Mollet fut interpellé sur l'évolution de l'affaire hongroise. C'est Maurice Faure, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères qui répondit en termes prudents : « Quant à la portée d'évènements dont un pays étranger est le théâtre il ne nous appartient pas d'émettre un jugement qui pourrait être interprété comme une ingérence regrettable ».³³

Cette réponse ne pouvait suffire aux parlementaires. C'est le MRP, par la voix de Fernand Bouxom, qui réagit le plus vigoureusement. La Commission des Affaires étrangères se saisit de la question, après le 6 novembre, à la demande son président Daniel Mayer. Christian Pineau intervint le 7 novembre pour rappeler que le gouvernement français avait décidé d'accueillir les réfugiés hongrois désireux de demander l'asile. Mais Pierre Villon, pour le parti communiste, et Jean-Louis Tixier Vignancour, pour l'extrême droite, manifestèrent bruyamment.

Pour un certain nombre de politistes et d'historiens le discours était très « politique ». Selon Robert Frank, Guy Mollet avait essayé d'instrumentaliser les évènements de Hongrie pour mettre en évidence les pressions soviétiques tant pour favoriser l'arrêt des combats du Moyen Orient que pour justifier leur action dans leur « étranger proche » la Hongrie.³⁴

Le gouvernement français ne resta cependant pas inactif et annonça, à l'occasion de la fête nationale de l'Armistice du 11 novembre, l'organisation d'une journée nationale en faveur de la population hongroise. Cette journée fut, en effet, organisée un peu plus tard, le 18 novembre, et permit de solliciter la générosité du public.

Par ailleurs, la France répondit largement aux initiatives de l'ONU, de la Croix Rouge internationale et de l'OTAN en faveur de l'accueil des réfugiés.

Selon les différents services concernés il y avait déjà plus de 9 000 réfugiés hongrois en France.

* *
*

³³ *Journal Officiel de la République française*. Débats parlementaires séances 25-26 octobre 1956.

³⁴ Voir son intervention au Colloque « *Les intellectuels et l'opinion publique en France face à la révolution hongroise de 1956* ». Sénat octobre 1996. Cité par G. Kecskés. *La diplomatie, op.cit.*. 223.

En conclusion, nous citerons à nouveau François Fejtö : « Parmi les nouveaux réfugiés qui réussirent à sortir du pays avant la fermeture hermétique des frontières, je retrouvais de vieux amis comme Anna Kethly ou Paul Ignotus. Je m'en fis aussi de nouveaux : l'économiste sociologue Pierre Kende, l'historien Miklos Molnar, le journaliste et écrivain Pierre Meroy, le romancier Tibor Tardos.³⁵

Antoine Marès montre que la Révolution de 1956 allait apporter un sang neuf à l'émigration, déjà importante en France, puisque de 1945 à 1949 1 200 000 hongrois s'étaient inscrits à l'Office Français Pour les Réfugiés et Apatrides.³⁶

L'année 1956 est donc, à bien des titres, un tournant essentiel dans l'histoire des relations franco-hongroises et dans l'étude des relations intellectuelles entre deux nations qui, à travers les épreuves, perdurent encore aujourd'hui. François Fejtö fut, de son observatoire en France, l'un des informateurs les plus écoutés et l'un des médiateurs de la cause hongroise auprès des intellectuels et plus largement de l'opinion publique française.

³⁵ François Fejtö, *Mémoires*, op. cit., 250. et Pierre Kende, *Le défi hongrois de Trianon à Bruxelles*, Paris, Buchet Chastel, 2004.

³⁶ Antoine Marès, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.